

Affaire suivie par : François DONNY
Unité interdépartementale Nièvre/Yonne
Pôle 1 – Risques accidentels
Tél : 03 39 59 67 54
Courriel : francois.donny@developpement-durable.gouv.fr
N/réf. : 250422

Nevers, le 1er octobre 2025

Objet : Modification des installations exploitées par la société APERAM ALLOYS IMPHY sur les territoires des communes d'IMPHY et de SAUVIGNY-LES-BOIS

Référence :

P J : Projet d'APC

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Société APERAM ALLOYS IMPHY
RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

1 .Identification des installations et identité de l'exploitant

Par arrêté préfectoral n° 2010-P-2147 du 23 août 2010, modifié par l'arrêté préfectoral n°2012-P-1104 du 6 juillet 2012, la société APERAM ALLOYS IMPHY est autorisée à exploiter une aciérie et des ateliers de travail mécanique des métaux sur le territoire des communes d'IMPHY et de SAUVIGNY-LES-BOIS.

2 .Objet de la modification

Conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, la société APERAM ALLOYS IMPHY a porté à la connaissance du préfet des projets de modification de ses installations par courriers en date du 17 mai 2024 pour le stockage de l'aide fluorhydrique et 6 mai 2025 pour un nouveau four VAR 3, avec tous les éléments d'appréciation.

3 .Analyse des modifications par l'Inspection

1. Projet du 17 mai 2024 : stockage de l'aide fluorhydrique

Les modifications envisagées de l'installation concernent les modalités de réception, dépotage, stockage et utilisation de l'acide fluorhydrique au sein de l'usine Chazeau, dans le secteur dédié au laminage à chaud.

À l'appui de sa modification, l'exploitant a transmis tous les éléments permettant d'apprécier les dangers ou inconvénients qu'elle occasionne pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Initialement, l'HF, à une concentration de 70 %, était réceptionnée par palettes de 4 fûts de 200 L, et stockées dans une zone extérieure aux bâtiments d'où elles étaient transférées par chariot élévateur vers le stand HF pour l'alimentation des deux bains de décapage.

Le projet consiste au changement de conditionnement HF et de sa concentration, en utilisant des conteneurs de 800 L, équipés d'une housse intérieure et d'une double paroi en matière résistante à l'acide. La double paroi dispose de renforts intégrés en acier. L'HF sera à une concentration de 59 % contre 70 % initialement.

Après dépotage sur l'aire prévue à cet effet, les containers d'HF seront acheminés par chariot élévateur jusqu'au nouveau stand de stockage des acides, situé à proximité immédiate des 2 lignes de décapage. Ce nouveau stand sera du type container avec une structure acier revêtue d'une peinture anti-acide habillée sur 4 faces (3 côtés + toiture) de panneaux calorifugés coup-feu 2 heures. 3 double-portes coupe-feu 2 heures permettront d'accéder à la zone de stockage. La quantité maximale pouvant être stockée sera de 2 400 L. L'ensemble du stand acide sera sur rétention et l'exploitant prévoit en parallèle la création d'un caniveau qui se déversera dans la fosse « acides usés », puis vers le bassin déporté de 300 m³ et à la station AZUR. Un réseau de caniveaux sera également créé en vue de limiter la surface d'une éventuelle nappe à moins de 50 m².

L'ensemble des salariés (8 personnes) susceptibles de manipuler l'acide sera formé aux règles de sécurité et aux modes opératoires de dépotage, de transfert et d'utilisation de l'acide fluorhydrique.

En marche normale, les rejets de vapeur éventuels seront collectés et dirigés vers la tour de lavage « décapage tour 2 ». Une série de capteurs d'HF, une double détection de présence de liquide dans la rétention, une détection incendie et une détection du bon fonctionnement de la ventilation du container seront mises en place. En cas de détection d'HF, l'installation sera arrêtée et la ventilation forcée en haut débit.

La distribution d'HF se fera par pompage dans un conteneur, les tuyauteries seront à double enveloppe avec arrêt immédiat du pompage si présence d'HF entre les 2 enveloppes.

La notice de danger fournie recense 5 accidents potentiels, dont 3 sont retenus pour étude :

- épandage lors du déchargement d'un container au niveau de l'aire de dépotage ;
- épandage lors du transfert d'un container de l'aire de dépotage à l'aire de stockage ;
- épandage d'un container dans le stand HF.

D'après l'analyse fournie par l'exploitant, ces accidents potentiels n'auront pas de répercussions en dehors des limites de propriété du site. De plus, l'ensemble des dispositifs techniques de sécurité et la formation du personnel permettront une maîtrise optimale des opérations liées au stockage et à la manipulation d'HF, le projet conduisant à une réduction des opérations de transfert, donc de manipulation.

2. Projet du 6 mai 2025 : four de refusion VAR3

Au sein de l'usine Loire, l'aciérie est actuellement composée de plusieurs types de fours d'élaboration ou de refusion:

- Fours d'élaboration :
 - o aciérie électrique avec un four à arc (capacité 35 tonnes)
 - o aciérie à induction sous vide, avec un four à induction sous vide VIM (capacité 12 tonnes)
 - o aciérie à induction à l'air, avec deux fours à induction (capacités 15 et 6 tonnes)
- Fours de refusion :
 - o Deux fours de refusion sous vide VAR (Vacuum Arc Remelting)
 - o Un four de refusion sous laitier ESR (Electro Slag Remelting)

L'évolution des marchés des alliages dans le monde nécessite le développement de nouveaux produits métallurgiques de plus en plus complexes, nécessitant des besoins supplémentaires en capacité de refusion.

Le projet en objet vise à permettre l'augmentation de capacité par l'installation sur le site d'Imphy d'un 3^{ème} four de refusion sous vide VAR de 1600 kW, à l'aciérie, en complément et à proximité des 3 fours de refusion existant (2 VAR, 1 ESR). Une nouvelle tour aéro-réfrigérante de 4 MW pour les 2 fours VAR 2 et VAR 3 remplace celle du four VAR 2 de 2 MW.

L'impact sur les rubriques ICPE est le suivant :

- rubrique 2545 (Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliage) : la puissance est augmentée de 1600 kW, pour un total de 62 185 kW.
- rubrique 2921-1a (refroidissement évaporatif) : la puissance nette augmentée de 2 MW, pour un total de 30,85 MW.

Ces augmentations de capacité constituent une extension, sans franchir en elles-mêmes, aucun seuil A ou E de la nomenclature des ICPE.

Le principe même du four où la refusion se fait dans une enceinte fermée sous vide fait qu'il n'y a pas d'émission de poussières pendant l'opération. Les seuls impacts sur le milieu sont liés à la tour aéro-réfrigérante de remplacement qui est plus puissance (4 MW) que l'ancienne (2 MW). L'impact en termes de bruit devrait être limité car sans lien direct avec la puissance. Des contrôles sont prescrits. Concernant l'eau, le refroidissement de l'installation est en circuit fermé. L'appoint est fourni par de l'eau industrielle par l'intermédiaire du réseau existant, de provenance eau de Loire.

Pour l'année 2024, les consommations d'eau industrielle ont été les suivantes :

- Appoint TAR VAR2 = 8 146 m³
- Appoint Refroidissement total aciérie = 189 000 m³
- Total usine Loire = 217 000 m³
- Total site = 473 593 m³
- Total autorisé pour le site (AP) = 875 000 m³

On peut estimer la consommation supplémentaire du VAR n°3 équivalente à celle du VAR n°2, soit 8 000 m³/an. La consommation restera donc inférieure à la consommation autorisée.

Concernant, l'énergie, l'augmentation de consommation électrique est estimée à 2,3 % ce qui n'est pas significatif.

Sur le plan des risques, le projet ne se traduit par aucun phénomène dangereux sortant du site.

3. Conclusion sur l'analyse des modifications envisagées

4.1 Impact sur la situation administrative AIOT (ICPE, IOTA)

Seul le projet n°2 concernant les fours de refusion et les TAR conduit à une modification de la situation administrative du site. Le projet de l'exploitant conduit ainsi aux évolutions de classement des installations ICPE et IOTA suivantes :

- rubrique 2545 (Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliage) : la puissance est augmentée de 1600 kW, pour un total de 62 185 kW.
- rubrique 2921-1a (refroidissement évaporatif) : la puissance nette augmentée de 2 MW, pour un total de 30,85 MW.

4.2 Analyse du caractère substantiel des modifications au regard des critères soumettant le projet à évaluation environnementale (l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement (CE) et son annexe)

Pour un établissement existant, les critères mentionnés à l'annexe de l'article R. 122-2 du CE s'appliquent à une « extension » qui peut consister soit en une activité nouvelle, soit une augmentation de capacité, soit une extension géographique de l'emprise du site.

Les projets envisagés ne constituent pas une activité nouvelle, ni une extension géographique. Ils comportent en revanche une augmentation de capacité relative à l'ajout d'un four et au remplacement d'une TAR par une autre d'une puissance supérieure.

Les projets ne sont toutefois pas soumis à évaluation environnementale, que ce soit de façon systématique ou après examen au cas par cas, au regard des augmentations de capacité dans la mesure où ces augmentations ne dépassent pas en elles-mêmes un seuil d'enregistrement ou d'autorisation.

Les modifications envisagées n'atteignent par ailleurs pas des seuils quantitatifs ou des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

En dernier lieu, au regard de l'analyse des modifications faite ci-dessus, celles-ci ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

En conclusion, les modifications envisagées n'ont pas de caractère substantiel au regard des critères soumettant le projet à évaluation environnementale (l'article R. 122-2 du Code de l'environnement (CE) et son annexe)

4 .Remise en état du stock de laitiers historiques du site Val de Loire

Depuis les années 1950, l'aciérie d'IMPHY entrepose, sur son site du Val de Loire, situé sur la commune de Sauvigny-les-Bois, un résidu issu des opérations de fusion des aciers, communément désigné sous le terme de laitier. 400 000 tonnes de laitiers ont été démétallisées puis jusque dans les années 2012, réglementairement évacuées et employées dans des travaux de BTP pour utilisation dans l'élaboration de sous-couches de plate-formes techniques ou de voies de circulation.

En 2013, la réglementation ayant été renforcée, en particulier sur le paramètre Molybdène par l'abaissement de la valeur limite acceptable dans ce type de déchet, une partie de la matrice minérale n'a plus pu être utilisée dans les travaux du BTP ; à partir de cette période, la matrice a été stockée sur le site du Val de Loire, dans l'attente d'une solution de traitement réglementaire et pérenne.

Ainsi, ce sont plus de 80 000 tonnes de matrice minérale qui se sont accumulées *in situ* de 2013 jusqu'à l'année 2017, auxquelles il faut ajouter 70 000 tonnes qui se retrouvent dans des merlons historiques, aménagés principalement en limite nord de la propriété.

Tous ces produits non-valorisables se sont avérés écotoxiques et dangereux sur les organismes aquatiques, essentiellement en raison de la présence de chrome (rapports d'analyse datés de juin 2017 sur 3 échantillons de matrice) ; ils appartiennent aujourd'hui à la société APERAM ALLOYS IMPHY.

Face aux difficultés rencontrées par la société APERAM ALLOYS IMPHY pour proposer une filière de traitement adaptée pour la matrice minérale entreposée sur son site du Val de Loire, le préfet a prescrit, par arrêté n° 58-2017-11-27-003 du 27 novembre 2017, la réalisation d'une étude technico-économique devant proposer des solutions pour le traitement et/ou l'utilisation de cette « matrice minérale ». L'exploitant a remis son étude technico-économique n°FRARMIM006-R3V2 en octobre 2018, qui proposait plusieurs solutions de traitement.

Par courrier du 15 novembre 2018, l'exploitant s'engageait sur une des solutions proposées, à savoir la réhabilitation du stockage de laitiers avec une couverture imperméable type géomembrane, pour un coût estimé de 1,43 M€, ce qui a justifié la diminution du montant des garanties financières, prévu forfaitairement à 6 M€.

L'inspection de la DREAL du 20/09/2023 a montré que les travaux proposés par l'étude technico-économique d'octobre 2018 n'ont jamais été mis en œuvre par l'exploitant quand bien même le montant des garanties financières associées a été révisé.

De plus, l'article 14-I-3° de la LOI n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte a introduit la suppression de l'obligation de constitution des garanties financières au titre du 5° de l'article R. 516-1 (L. 516-1) applicables aux ICPE susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux.

Cette loi et son décret d'application (n° 2024-742 du 6 juillet 2024) ont ainsi supprimé l'obligation de constitution de garanties financières ayant vocation à couvrir la remise en état des stocks de laitiers historiques.

Au vu de l'absence de remise en état de ce stock et compte tenu de l'absence de garanties financières couvrant cette remise en état en cas de défaillance de l'exploitant, il apparaît nécessaire d'en prescrire réglementairement les conditions, ce que propose le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport, avec un délai de 3 ans normalement suffisant. Il est également demandé de transmettre les éléments permettant d'établir une Servitude d'Utilité Publique (SUP) suite à la réhabilitation.

5 .Impact sur le montant des garanties financières

Compte tenu de l'article 14-I-3° de la LOI n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte susmentionnées, seules demeurent les obligations de constitution des garanties financières pour les autres

catégories d'installations : installations de stockages de déchets ; carrières ; SEVESO seuil haut ; stockages géologiques de CO₂ ; éoliennes ; tiers demandeurs ; travaux miniers et stockages souterrains.

APERAM ALLOYS IMPHY n'étant plus concerné par une obligation de garantie financière, le projet d'arrêté joint au présent rapport propose également d'acter l'abrogation des garanties financières concernant le statut Seveso seuil bas et le transit de déchets - rubriques 2718, 2716 et 2713.

6 .Conclusion

Compte tenu des modifications envisagées de l'installation, celles-ci, que ce soit individuellement ou en cumul, n'engendrent aucune modification de l'étude de dangers et de l'étude d'impact de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Au regard du dossier transmis par l'exploitant et de l'analyse synthétisée dans le présent rapport, il apparaît que les modifications envisagées par l'exploitant ne sont pas substantielles au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement mais nécessitent de fixer des prescriptions complémentaires en application de ce même article, et relatives au nouveau stockage d'acide chlorhydrique à 59 %.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport propose de fixer ces prescriptions, d'actualiser le tableau de classement du site, de cadrer réglementairement la remise en état des stocks de laitiers historiques, et d'abroger les garanties financières qui ne sont plus applicables au site.

Enfin, en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement et compte tenu de l'impact très modéré des prescriptions complémentaires précitées, il est proposé à la préfète de ne pas solliciter l'avis de la commission mentionnée à l'article R. 181-39 du Code de l'environnement (CODERST) sur ces prescriptions complémentaires.

Ce projet doit à présent être transmis à l'exploitant afin que celui-ci puisse formuler ses observations conformément aux articles L. 121-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
François DONNY	Franck MARZORATI	Carole MORTAS
Inspecteur des installations classées	Service Prévention des Risques Chef du département risques accidentels	Service Prévention des Risques Cheffe de département risques chroniques